CHILI : LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Dans cette page : Le contexte économique | Le contexte politique | Réponse du pays au COVID-19

Le contexte économique

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Le Chili, reconnu comme une économie à revenu élevé par la Banque mondiale, a traditionnellement reposé sur des secteurs orientés vers l'exportation tels que l'exploitation minière, l'agriculture et la foresterie, complétés par un cadre financier stable. En 2023, le taux de croissance du PIB a connu un léger déclin de 0,5 % par rapport à l'année précédente, attribué à une demande intérieure affaiblie et à des conditions de crédit restreintes, selon le FMI. Cependant, l'économie chilienne est en passe de connaître un regain en 2024 et 2025, avec des taux de croissance projetés à 1,6 % et 2,3 %, respectivement. Cette reprise anticipée est soutenue par des attentes de hausse des salaires réels, de réduction des taux d'intérêt et de demande mondiale soutenue pour les exportations de minéraux. Cependant, des risques inhérents tels qu'un éventuel ralentissement en Chine et des adversités liées au climat pourraient entraver la dynamique de croissance, nécessitant une vigilance et des stratégies de gestion économique proactives.

Sur le plan fiscal, après une forte consolidation en 2022 suite à la fin des stimuli liés à la COVID, le déficit budgétaire est réapparu en 2023 en raison du ralentissement économique et de la baisse des prix moyens des produits miniers, entraînant une réduction des recettes fiscales et des coûts de financement plus élevés. Les dépenses ont augmenté en raison de paiements de pensions accrus et d'investissements en capital. L'approbation d'un nouveau projet de redevance minière en mai 2023, devant collecter annuellement environ 0,45 % du PIB une fois pleinement mis en œuvre, reflète les efforts visant à renforcer les recettes face aux défis économiques. L'équilibre général du gouvernement, un indicateur critique de la santé financière, s'est détérioré en 2023, le déficit s'élargissant à 3,4 % du PIB, dépassant la projection du FMI de -2,3 % pour l'année. Bien que le déficit devrait légèrement s'améliorer en 2024 et 2025, atteignant respectivement -2,3 % et -1,8 %, les pressions fiscales persistent. La dette brute du gouvernement général a également connu une tendance à la hausse, passant à 38,4 % du PIB en 2023 et devrait augmenter encore à 41,2 % et 42,4 % en 2024 et 2025, mettant en évidence les défis en matière de gestion de la dette malgré les efforts pour contenir les dépenses. L'inflation a été une préoccupation notable, le taux atteignant 7,8 % en 2023, bien au-dessus de la fourchette cible. Cependant, des mesures visant à adresser les pressions inflationnistes devraient le ramener à 3,6 % en 2024 et se stabiliser à 3 % en 2025. Les mesures de politique monétaire, bien que minimes, devraient soutenir ces efforts, des ajustements prudents des taux d'intérêt étant prévus pour atténuer les risques inflationnistes tout en soutenant la croissance économique.

Les tendances du chômage persistent comme un défi, le taux de chômage atteignant 8,8 % en 2023, reflétant des tensions sur le marché du travail au milieu des incertitudes économiques. Malgré les efforts pour stimuler la création d'emplois, le taux de chômage devrait persister au-dessus des niveaux d'avant la pandémie, atteignant environ 9,0 % en 2024 et diminuant progressivement à 8,0 % d'ici 2026. Les conditions du marché du travail sont en outre compliquées par des niveaux persistants d'inégalité. Bien que les taux de pauvreté aient connu une baisse, le taux de pauvreté est passé de 8 % en 2020 à 4,8 % en 2022, l'inégalité des revenus reste une préoccupation. Le coefficient de Gini, mesure de l'inégalité des revenus, s'élevait à 0,43 en 2022 selon les données de la Banque mondiale. Ces indicateurs soulignent la nécessité d'efforts politiques soutenus pour combler les disparités de revenus et promouvoir une croissance économique inclusive. De plus, avec un PIB par habitant (PPA) de 29 935 dollars en 2023 selon les données du FMI (le plus élevé en Amérique latine), il est essentiel de garantir une distribution équitable des avantages économiques pour parvenir à un développement durable et à une cohésion sociale.

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
PIB *(milliards USD)*	300,73	344,40	354,47	372,49	390,40
PIB *(croissance annuelle en %, prix constant)*	2,4	-0,5	1,6	2,3	2,4
PIB par habitant *(USD)*	15.166	17.254	17.647	18.434	19.210
Solde des finances publiques *(en % du PIB)*	-1,9	-3,4	-2,3	-1,8	-1,2
Endettement de l'Etat *(en % du PIB)*	38,0	38,4	41,2	42,4	42,6
Taux d'inflation *(%)*	n/a	7,8	3,6	3,0	3,0
Taux de chômage *(% de la population active)*	7,9	8,8	9,0	8,6	8,0
Balance des transactions courantes *(milliards USD)*	-27,10	-12,00	-12,91	-13,03	-12,73
Balance des transactions courantes *(en % du PIB)*	-9,0	-3,5	-3,6	-3,5	-3,3

Source : FMI - World Economic Outlook Database, Dernières données disponibles.

Note : (E) Données estimées

LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Selon les dernières données de la Banque mondiale, le secteur agricole contribue à hauteur de 3,5 % du PIB chilien et emploie 7 % de la population active. L'agriculture et l'élevage sont les principales activités dans les régions centrales et méridionales du pays. Les exportations de fruits et légumes ont atteint des records historiques grâce à une stratégie délibérée mise en œuvre dans les années 1990 et ciblant les marchés européen, nord-américain et asiatique. Le Chili est l'un des plus grands producteurs de vin au monde et sa situation dans l'hémisphère sud permet au pays d'offrir des fruits hors saison aux pays de l'hémisphère nord. En 2022, l'agriculture et les secteurs connexes représentaient 26,9 % des exportations totales du Chili. De plus, le Chili dispose d'une industrie de transformation alimentaire développée qui génère 23,3 milliards de dollars par an et devrait croître de 35 % d'ici 2030 (données de l'Administration du commerce des États-Unis).

Le Chili figure parmi les pays les plus industrialisés d'Amérique latine et certaines de ses industries clés comprennent l'exploitation minière (cuivre, charbon et nitrate), les produits manufacturés (transformation alimentaire, produits chimiques, bois) et l'agriculture (pêche, viticulture et fruits). Le secteur industriel au Chili contribue à hauteur de 32 % du PIB et emploie 23 % de la population active. Le secteur minier est l'un des piliers de l'économie chilienne, principalement en raison des importantes réserves de cuivre, ce qui fait du Chili le plus grand producteur mondial de cuivre, responsable de plus d'un tiers de la production mondiale de cuivre. Après cinq mois de croissance consécutive, la production industrielle au Chili a diminué de 2,7 % en décembre 2023 (données de l'Institut national de statistique).

Le secteur des services contribue à hauteur de 54,3 % du PIB et emploie environ 70 % de la population. L'économie chilienne est confrontée à trois principaux défis : surmonter sa dépendance traditionnelle au prix du cuivre, car la production de cuivre représente environ la moitié des exportations du pays ; développer un approvisionnement alimentaire autosuffisant, car l'agriculture produit actuellement moins de la moitié des besoins intérieurs ; et accroître sa productivité, notamment dans le secteur minier. Le secteur connaît une croissance constante depuis quelques décennies, renforcée par le développement rapide des technologies de communication et de l'information, l'accès à l'éducation et une augmentation des compétences spécialisées et des connaissances parmi la main-d'œuvre. Parmi les secteurs à plus forte croissance ces dernières années figurent le tourisme, la vente au détail et les télécommunications.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur *(en % de l'emploi total)*	6,6	23,0	70,4
Valeur ajoutée *(en % du PIB)*	3,5	32,0	54,3
Valeur ajoutée *(croissance annuelle en %)*	0,1	-1,7	5,2

Source : Banque Mondiale, Dernières données disponibles.

Retrouvez plus d'information sur votre secteur d'activité sur notre service Etudes de marché.

INDICATEUR DE LIBERTÉ ÉCONOMIQUE

Définition

Note : 75,2/100

Rang mondial : 19

Rang régional : 2

libre administré

CLASSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Définition

Note : 7.65/10

Rang mondial : 19/82

Source : The Economist Intelligence Unit - Business Environment Rankings 2020-2024

RISQUE PAYS

Consultez l'analyse risque pays proposée par Credimundi.

LES SOURCES D'INFORMATION ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

Les ministères	Sitio web oficial del Gobierno - lista de ministerios e instituciones públicas Ministère de l'Économie, du Développement et du Tourisme Ministère des Finances Ministère des Affaires Étrangères (en espagnol) Ministère des Travaux Publics (en espagnol)
L'office de statistique	Institut National de Statistique (en espagnol)
La banque centrale	Banque Centrale du Chili

Les places boursières	Bourse de Santiago
Les autres ressources utiles	Actualités économiques d'Amérique latine - Chili Quotidien économique en ligne "Pro Chili" Le site web de l'OCDE consacré au Chili
Les principaux journaux on-line	Diario Financiero La Tercera La Nación 24 Horas Terra BBC News Chili (en anglais) The Economist - Chile (en anglais)
Les portails économiques	Portail d'information économique du Ministère de l'Economie chilienne Economy Watch Business News Americas Latin Focus Chile (en anglais)

Le contexte politique

Chefs de gouvernement	Président : Gabriel BORIC (depuis le 11 mars 2022). Le président est à la fois chef de l'État et chef du gouvernement.
Les prochaines élections	Élections générales (Congrès National et Président) : novembre 2025
Le contexte politique actuel	En novembre 2021, le Chili a organisé des élections présidentielles et le candidat de gauche, Gabriel Boric, est devenu le président le plus jeune jamais élu au Chili, à l'âge de 35 ans, ainsi que celui élu avec le plus grand nombre de votes de l'histoire chilienne. La même année, les Chiliens se sont rendus aux urnes pour choisir les 155 membres de la convention chargée d'élaborer la nouvelle constitution destinée à remplacer la constitution actuelle de l'époque de la dictature militaire. La constitution actuelle a longtemps été critiquée pour avoir contribué à l'inégalité dans le pays, car elle met l'accent sur les droits de propriété privée, y compris ceux sur les ressources naturelles, et ne garantit pas les prestations de sécurité sociale. Un nouveau projet de constitution a été rédigé en 2022, mais 62 % des Chiliens ont voté contre. En janvier 2023, le Congrès a trouvé un consensus pour entamer un nouveau processus constitutionnel visant à réécrire la Constitution. Cette fois, le processus impliquait un Conseil composé de 50 délégués élus et de 24 experts. Le nouveau texte de la constitution a été approuvé par le Conseil le 30 octobre et soumis à un vote le 17 décembre par le biais d'un référendum. Cependant, la constitution proposée a été rejetée par une marge de 12 points, avec 56 % de l'électorat votant contre et 44 % en faveur, mettant en évidence une polarisation politique et des divisions sociales persistantes. Le gouvernement de Boric ne devrait pas relancer immédiatement le processus de réforme, se concentrant plutôt sur d'autres problèmes pressants tels que la criminalité et l'immigration.
Les principaux partis politiques	Les forces politiques chiliennes sont divisées entre des coalitions de gauche, de centre-gauche et de centre-droit. Après les élections générales de 2021, la coalition de centre-droit "Chile Podemos Más" a conservé sa position de plus grand bloc dans les deux chambres, suivie par la nouvelle coalition de gauche "Apruebo Dignidad" (le deuxième plus grand bloc à la Chambre des députés). Cependant, Apruebo Dignidad est la coalition au pouvoir actuelle. Apruebo Dignidad (Approuvons la Dignité) est une coalition de gauche actuellement au pouvoir, comprenant : - Parti communiste du Chili (Partido Comunista de Chile) : gauche, communiste, marxiste-léniniste - Convergence sociale (Convergencia Social) : gauche, socialiste libertaire, anti-néolibéraliste - Révolution démocratique (Revolución Democrática) : centre-gauche à gauche, socialiste démocratique - Communes (Comunes) : gauche, autonomiste, féministe - Action humaniste (Partido Humanista) : gauche, socialiste libertaire, écologiste - Fédération régionaliste verte sociale (Federación Regionalista Verde Social) : centre-gauche à gauche, politique verte, durabilité Chile Podemos Más (Chili, nous pouvons (faire) plus ; ancien Chile Vamos !) est une coalition d'opposition de centre-droit, composée des partis suivants : - Renouveau national (RN) : centre-droit, conservateur - Union démocratique indépendante (UDI) : droite, conservatrice, libérale, catholique - Évolution politique (Evópoli) : centre-droit, libérale, conservatrice - Parti républicain (Partido Republicano ; PLR) : populiste de droite et conservateur - Parti régionaliste indépendant démocratique (PRI) : centre à centre-droit, régionaliste - Parti social chrétien (PSC) : conservateur religieux et social Socialisme démocratique (Socialismo Democrático, SD) : coalition politique de centre-gauche, composée des partis suivants : - Parti socialiste du Chili (Partido Socialista de Chile) : centre-gauche, social-démocrate, progressiste - Parti pour la démocratie (Partido por la Democracia) : centre-gauche, traditions du socialisme

	démocratique et du progressisme libéral - Parti libéral du Chili (Partido Liberal de Chile) : social-libéral - Parti radical du Chili (Partido Radical de Chile) : radical, social-libéral D'autres partis représentés au Parlement comprennent : - Parti démocrate-chrétien (Partido Demócrata Cristiano) : centre, se déclare pour le rapprochement entre le communisme et le capitalisme - Démocrates (Demócratas ; D) : démocratie chrétienne - Parti du Peuple (Partido de la Gente, PDG) : centre-droit, populiste
La nature de l'Etat	Chili est une République basée sur la démocratie parlementaire dans laquelle le Président est à la fois Chef de l'État et Chef du Gouvernement.
Le pouvoir exécutif	Le Président est à la fois le Chef de l'État et le Chef du Gouvernement, et détient le pouvoir exécutif. Le Président nomme le Cabinet et a l'autorité de révoquer les Commandants en Chef des Forces Armées. Il ou elle est élu(e) au suffrage universel pour un mandat unique de quatre ans et n'est pas éligible pour une réélection consécutive.
Le pouvoir législatif	Le législateur est bicaméral. Le Parlement (ou Congrès National) se compose d'un Sénat (la chambre haute) avec ses 50 membres élus au suffrage universel pour des mandats de huit ans (la moitié des membres étant élue alternativement tous les quatre ans), et de la Chambre des Députés (la chambre basse) avec ses 155 membres élus au suffrage universel pour des mandats de quatre ans. Les élections suivent la méthode de Hondt (représentation proportionnelle). Les citoyens du Chili jouissent de considérables droits politiques.

INDICATEUR DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE :

= *Définition*

Rang mondial :	54/180

INDICATEUR DE LIBERTÉ POLITIQUE

= *Définition*

Classement :	Libre
Liberté politique :	1/7
Libertés individuelles :	1/7

Liberté politique dans le monde (carte interactive)
Source : Liberté dans le monde, Freedom House

Réponse du pays au COVID-19

Restrictions de voyage	Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on TravelDoc Infopage. To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by IATA.
Restrictions import & export	A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures webpage.
Plan de relance économique	For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Chili, please consult the country's dedicated section in the IMF’s Policy Tracker platform.
Plan de soutien aux entreprises	For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's SME Covid-19 Policy Responses document. You can also consult the World Bank's Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.
Dernières mises à jour en Mars 2024